

FLN : ELLE SERA INSTALLÉE AUJOURD'HUI**Belkhadem présidera la commission des élections**

Une conférence nationale des cadres du Front de libération nationale se tiendra aujourd'hui à l'hôtel Ryadh de Sidi Fredj à Alger au cours de laquelle il sera procédé à l'installation officielle de la Commission nationale des élections. L'ex-parti unique sera ainsi le premier à se lancer dans la bataille en prévision des législatives.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Selon une source proche du parti, la commission en question sera présidée par Abdelaziz Belkhadem en personne.

Ce qui lui permettra de tout contrôler, notamment les listes des candidatures pour les législatives de 2012.

Des listes qui sont l'objet d'intenses batailles en coulisses et à tous les niveaux de la hiérarchie.

Aussi bien au sommet, avec le duel sans merci qui oppose l'actuel président de l'Assemblée populaire nationale, Abdelaziz Ziari, et le ministre de l'Enseignement supérieur, Rachid Harraoubia, pour s'emparer de la position de tête de liste du parti dans la wilaya d'Alger, qui devrait propulser son titulaire à la présidence de l'APN, qu'à des niveaux intermédiaires et subalternes. Il sera difficile de satisfaire les ambitions qui s'affichent par milliers sans «casse» au passage. Il y a d'abord les actuels députés

quasiment tous candidats à rempiler pour un nouveau mandat parlementaire.

Il y a ensuite tous ceux, très nombreux, qui attendent depuis 2007 au moins un retour d'ascenseur de la part de l'actuel direction du FLN. Il y a enfin les impératifs d'équilibres divers, particulièrement pour un parti du pouvoir comme l'ex-parti unique.

Dans ce genre d'opérations en effet, tous les centres de décision ont leur mot à dire et les listes finales ne seront que le reflet du rapport des forces en haut lieu.

Belkhadem, qui n'ignore pas que le choix final provoquera nécessairement des mécontentements, voire des remous, tente de bien envelopper la chose. C'est ainsi que cette grande commission nationale comportera douze sous-commissions «thématiques», et dont chacune d'elles sera chapeautée par un membre du bureau politique.

«Chacune de ces douze commissions devra remettre son rap-

port final dans un délai d'un mois», nous confie encore notre source.

«La synthèse de ces rapports servira de matériau pour la confection du programme du parti lors des prochaines élections législatives.»

En parallèle, deux autres groupes de travail seront installés et dont la mission est d'évaluer les élus du FLN. «La première se consacrera à l'évaluation des parlementaires. Elle sera présidée par Harraoubia.

Quant à la seconde, elle se chargera des élus locaux et sera présidée par Abdelaziz Ziari», croit encore savoir notre source.

Ziari, qui a décidé de geler sa qualité de membre du BP du FLN jusqu'à l'adoption de l'ensemble des textes de la réforme politique de Bouteflika par le Parlement, ne semble toutefois pas prêt à «rompre» avec l'activité partisane. A l'occasion de la tenue de l'université du parti par exemple, jeudi et vendredi derniers à Zéralda, le président de l'APN était venu pour se mettre en évidence, sans pour autant assister aux travaux. Quand il quittait sa



Belkhadem, SG du FLN.

Photo: Samir Sid

résidence, c'était pour se mettre à discuter en tête à tête avec un membre en vue de l'ex-parti unique.

Façon comme une autre de marquer sa présence en cette période pré-électorale...

K. A.

KARIM TABOU (FFS) : À PARTIR DE TIZI-OUZOU :**«Le pouvoir algérien veut étouffer la révolution tunisienne»**

La célébration du 48^e anniversaire de la proclamation du FFS a été l'occasion pour Karim Tabou, qui a animé un meeting à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, de revenir sur le parcours et les principes fondateurs du FFS qui permettent à ce dernier d'avoir une analyse et un regard clairvoyant sur la situation politique actuelle du pays.

Le premier secrétaire national de cette formation politique de l'opposition s'est livré à une analyse des «dessous de cartes» de la stratégie déployée par le pouvoir algérien qui louvoie et multiplie les leurres face aux bouleversements politiques actuels que traverse la région de l'Afrique du Nord et qui élabore des scénarios pour empêcher le désir de changement en Algérie, estime le premier secrétaire du FFS.

Intervenant après le premier secrétaire de la fédération de Tizi-Ouzou et un autre responsable national du parti qui ont présenté des exposés sur le parcours et les luttes politiques engagées par le FFS, Karim Tabou épiloguera longuement sur le même thème, exaltant les principes fondateurs du parti qu'il tient à rappeler, non sans se prévaloir de l'avantage d'être, en tant que cadre dirigeant, une sorte de passeur de ces valeurs pour d'autres générations de militants du parti dont la cohérence et la fidélité à la ligne politique qu'il s'est tracée depuis sa naissance ne se sont jamais démenties, nonobstant, dira Tabou, «les scénarios et l'agitation suscités et encouragés par le pouvoir». Un pouvoir qui reste tout aussi fidèle mais à d'autres pratiques politiques peu recommandables politiquement, selon l'expression du premier secrétaire national du FFS. «La pègre antisociale née de la corruption et de la pratique de basse police entre-

tenu par le système colonial constitue, malgré la révolution, une caste consacrée dans les institutions et les hautes charges de ce régime néofasciste», une phrase puisée dans une déclaration du FFS datant de 1963 et reprise dans son meeting de jeudi par K. Tabou pour résumer et dire tout le mal qu'il pense du pouvoir politique qui reproduit de façon immuable les travers et les pratiques politiques et qui agitent «une caste de corrompus pour exécuter un plan de manipulation et de théâtralisation de la scène politique nationale», dira l'orateur qui avertit contre les pièges et les leurres déployés par le pouvoir afin d'étouffer le désir de changement du peuple algérien. «Après avoir organisé de fausses émeutes en janvier dernier et de fausses marches, le pouvoir a voulu organiser une fausse révolution, le 17 septembre dernier», ironisera Tabou pour qui ce grand bluff virtuel s'ajoute à d'autres ruses et subterfuges qui permettent au pouvoir de retourner à chaque fois de retourner la situation et les événements à son avantage.

«Le pouvoir veut empêcher l'amorce d'une vraie révolution par de vrais militants», dira le responsable du parti d'Aït Ahmed qui estime, en revanche, «que la révolution ne s'improvise pas». Une assertion par laquelle Tabou entend expliquer l'attitude prudente et suspicieuse par rapport à

la contestation de février dernier. Karim Tabou ira à l'encontre des analyses élaborées ici et là sur la spécificité de la situation en Algérie, rendant notre pays imperméable à la contagion révolutionnaire.

«L'Algérie est le pays le plus mûr pour le changement politique, en raison de ses traditions et de son expérience politique.» Ce paradoxe étant relevé, Tabou se montrera sceptique quant aux réformes politiques engagées par celui-là même «qui recevra le terroriste Carlos, dans les années 1970, en tant que ministre des Affaires étrangères et recevra la famille Kadhafi, en 2011, en tant que président de la République», ironisera Tabou qui parle d'un processus à l'envers car évacuant le peuple en tant qu'«acteur essentiel du changement». «Le changement est inéluctable, la démocratie est en marche», clamera le premier secrétaire du FFS qui met en garde contre le chantage par la violence terroriste érigé comme moyen de gestion de la société par un pouvoir qui s'évertue à bloquer le processus de changement, pas seulement en Algérie mais aussi en Tunisie.

Les informations distillées sur l'éventualité de l'ouverture des frontières avec le Maroc sont un signal envoyé aux Tunisiens dont le pouvoir algérien veut étouffer la révolution. «Les négociations sur l'ouverture des frontières avec le Maroc est une manière de faire du chantage aux Tunisiens et de tenter de faire échouer leur révolution», en brandissant la menace économique sur la Tunisie par le fermeture des frontières, selon l'analyse du responsable du parti d'Aït Ahmed.

S. A. M.

VISITE D'INSPECTION**DU MINISTRE DE LA JUSTICE****Retard et problèmes financiers pour les projets de son secteur**

Trois points étaient inscrits au programme de la visite du ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Belaïz, ce jeudi, à Oran, à savoir le site du futur siège de la cour d'Oran, le Centre régional des archives judiciaires et, enfin, le prochain centre pénitencier de 1 000 places implanté à Bir El Djir.

En fait, à maintes reprises, le ministre laissera paraître son insatisfaction devant le taux d'avancement des travaux dépassant les délais prévus. Il en est ainsi du Centre régional des archives qui semble bloqué suite à l'infructuosité du lot relatif au système de climatisation, avec des coûts déjà réévalués de 8 milliards de centimes.

De même, le nouvel établissement pénitencier qui, depuis le lancement des travaux en 2009, a connu trois arrêts, sans compter les situations et les avenants au nombre de deux déjà demandés. Mais il semble que ce soit surtout ce dernier point et les problèmes financiers évoqués par la société de réalisation chinoise, qui peine à se faire payer des situations, qui soient la cause du retard.

Le ministre de la Justice s'engagera à prendre en charge ce problème financier mais exigera, dans le même temps, la livraison du projet au plus tard en février 2012.

Lors du point de presse tenu en fin de matinée, Tayeb Belaïz expliquera son insistance à réceptionner le centre pénitencier car faisant partie du vaste programme initié par son département pour la réalisation de nouveaux établissements pénitenciers en vue de lutter contre la surpopulation carcérale.

«Aujourd'hui, chaque détenu dispose de 2,6 m² alors que les normes internationales recommandent 6 à 7 m² pour chaque détenu. Avec le programme d'urgence, nous espérons aboutir à 19 000 places de plus, ce qui règlera la question de la surpopulation carcérale.»

L'intervenant rappellera longuement les différents volets de la réforme de la justice et sa satisfaction de voir que cela a permis un meilleur fonctionnement de la justice et de l'administration judiciaire. Les efforts de formation des magistrats appelés de plus en plus à se spécialiser permettront encore, dira-t-il, de disposer de 6 500 magistrats en 2014, soit 13 magistrats pour 100 habitants.

Interrogé sur le probable blocage du Haut-Conseil de la magistrature qui doit renouveler 7 membres avant octobre 2011, le ministre de la Justice niera ce blocage, arguant que le délai pour renouveler les 7 sièges courait jusqu'en février 2012.

Sur un autre point, M. Belaïz sera critique envers la cour d'Oran pour être l'une des dernières à l'échelle nationale à appliquer les peines de travaux d'intérêt général dans le cas de délit mineur : «La raison, c'est que cela demande plus de travail aux magistrats, obligés à un suivi et qui trouvent plus facile de mettre en délibéré les décisions de justice», dira ce dernier qui rira presque lorsqu'un membre de la cour lui dira que ce sont les intéressés qui ne veulent pas faire les travaux d'intérêt général.

Fayçal M.